



Communiqué de presse

Le 28 mai 2013

Valérie Trierweiler au Conseil des Droits de l'Homme à Genève jeudi 30 mai 2013 pour lutter contre les violences faites aux femmes en RDC

Dans le cadre de la 23ème session du Conseil des Droits de l'Homme, Valérie Trierweiler, Ambassadrice de la Fondation France Libertés, présidera le Panel de haut niveau : « Congo (RDC) : Le Conseil des Droits de l'Homme doit agir pour mettre fin à l'impunité », le 30 mai, au Palais des Nations à Genève.

Le Conseil de sécurité a récemment adopté une résolution créant une brigade d'intervention autorisée pour la première fois à engager des actions militaires offensives contre des groupes armés dans l'est de la RDC. Si une telle décision constitue une avancée majeure, elle doit cependant s'accompagner de garde-fous afin d'éviter davantage de dommages infligés aux civils. Un mécanisme créé par le Conseil des Droits de l'Homme permettrait de renforcer le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH).

Les élections présidentielles en RDC sont prévues pour 2016, mais dans un pays vaste comme le Congo, les réformes nécessaires à la tenue d'élections crédibles et transparentes devraient être initiées dès 2014. Les recommandations d'un expert onusien pourraient grandement contribuer à l'établissement d'un calendrier clair en vue de mettre en place ces réformes.

Il est utile de rétablir un mécanisme sur la RDC pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et les victimes directes de violations. Un expert indépendant joue un rôle essentiel dans la médiatisation de certains cas de représailles à l'égard des défenseurs ou de procès exemplaires, en matière notamment de répression de violences sexuelles. Il peut établir sur place une relation de confiance et tenter d'instaurer un dialogue privilégié avec certains officiels du Gouvernement pour résoudre certains cas épineux (ex: cas de disparition ou de détention arbitraire de défenseurs des droits de l'Homme).

Sous la présidence de Valérie Trierweiler, le Panel de haut niveau aura pour but de convaincre les divers Ambassadeurs présents afin qu'une résolution puisse être prise dans les plus brefs délais.

Contact :

Emmanuel Poilâne, directeur de France Libertés

emmanuel.poilane@france-libertes.fr

06.88.42.10.58

